

"Mon village à l'heure américaine ? NON !" dans L'Humanité (19 mars 1949)

Légende: Le 19 mars 1949, le quotidien communiste français L'Humanité met en garde contre les dangers du futur traité de l'Atlantique Nord et dénonce la politique impérialiste des États-Unis.

Source: L'Humanité. Organe Central du Parti Communiste Français. dir. de publ. Cachin, Marcel. 19.03.1949. Paris: L'Humanité. "Mon village à l'heure américaine ? NON !", auteur:Carrel, André , p. 1.

Copyright: (c) L'Humanité

URL: http://www.cvce.eu/obj/mon_village_a_l_heure_americaine_non_dans_l_humanite_19_mars_1949-fr-1f070dab-2cd2-422d-bf80-99f442014cca.html

Date de dernière mise à jour: 03/07/2015

Mon village à l'heure américaine ? NON !

Il ne peut y avoir aucun doute. Le texte du pacte Atlantique tel qu'il nous est connu, est une machine de guerre dirigée contre l'Union Soviétique, contre les démocrates populaires, contre l'O.N.U., contre les peuples avides de paix et contre tout mouvement démocratique.

Je dis bien, tel qu'il nous est connu. Car ainsi que l'a déclaré le ministre des Affaires étrangères dans sa conférence de presse, le pacte publié est flanqué d'un pacte secret. Ce qui situe d'autant le danger permanent qu'il représente pour la sécurité du monde.

Mais tel que nous pouvons le lire, il justifie pleinement l'immense inquiétude qui s'est emparée de tous les peuples, à commencer par le nôtre. Les domestiques zélés du souverain américain ont beau nous faire des dessins sur les circonstances qui justifieraient ou non le déclenchement d'un conflit. Ils ne convaincront jamais que leurs soutiens de classe. Mais le fait qu'ils tentent aujourd'hui une telle démonstration prouve qu'ils ne pensent et ne vivent qu'en fonction de la guerre des impérialistes yankees. Ils ne pensent, ils ne vivent que pour mettre nos villes et nos villages à l'heure américaine. Le fait qu'ils essaient par avance de se justifier comme le voleur qui crie au voleur, croyant ainsi se faire pardonner, est la preuve éclatante qu'ils forgent dans l'arsenal de la Ruhr et ailleurs leurs armes d'agression. La carte que nous publions, plus que tout texte, montre bien contre qui ils entendent diriger leurs armées, leurs nouvelles légions. C'est vers le pays du socialisme, vers le pays sans lequel les Hitler et les Mussolini inonderaient encore aujourd'hui du sang de nos héros nos plaines et nos pavés.

Nous savons bien que nos ministres n'aiment point ces rappels historiques. Pourtant personne ne peut empêcher d'écrire ou de dire que le Pacte Atlantique n'est que la resucée « made in U.S.A. » du Pacte Antikomintern.

D'ailleurs, Robert Schuman en est lui-même persuadé. Devant les journalistes, il n'hésitait pas à parler des dangers de « désagrégation intérieure ». Ces termes figurent mot pour mot dans les articles essentiels du pacte antikomintern. Un hasard ? Non, la continuation d'une même politique qui vise à l'étranglement des libertés fondamentales des peuples. En effet, la démocratie étouffe nos gouvernants. Ils ne crient tout haut le mot liberté que pour mieux l'étrangler. Ils ne crient tout haut le mot indépendance que pour mieux la tuer.

C'est ainsi que Washington a obtenu le droit de décider (tel est mon bon plaisir) quand et à quel moment il jugerait l'indépendance politique de la France menacée.

De ce fait, si demain un gouvernement d'union démocratique venait à la direction des affaires de l'Etat pour le plus grand bien de la patrie et décidait de faire enfin une politique de paix, les milliardaires d'outre-Atlantique, au nom de l'article 4 du Pacte, déclareraient-ils notre indépendance en danger ? Que le cas ait été envisagé prouve assez à quelles violations de la Charte de l'O.N.U. on est arrivé. Cependant ces messieurs oublient que le peuple français n'a jamais accepté et n'acceptera jamais que des baïonnettes ou des matraques étrangères imposent un « ordre » dont il ne veut pas et une guerre qu'il ne fera pas.

Les Combattants de la Liberté ont donc mille fois raison d'alerter la nation par une déclaration solennelle. Ils ont raison de demander aux conseils communaux d'arracher le masque aux nouveaux collabos, aux sans-patrie, aux agents de l'étranger que sont ces gouvernants qui ouvrent toutes grandes les portes de la patrie et qui sacrifient, pour les intérêts des milliardaires d'outre-Atlantique, le sang de millions de ses fils.

Une véritable lame de fond doit soulever la nation, décidée à défendre la liberté, la démocratie et la paix. Il faut que les délégations qui viendront assister le 20 avril au Congrès Mondial des Partisans de la Paix sentent que chez nous il n'y a pas de place pour les fauteurs de guerre et de servitude.

Demain, dimanche, les Français qui se rendront aux urnes dans la moitié des cantons voteront pour les candidats de notre Parti, le Parti de la Paix. Dès mardi, Jacques Duclos, au nom du groupe communiste, fera ce qui est humainement possible pour que s'ouvre un débat sur le Pacte Atlantique. Mais, dès maintenant, notre peuple doit faire en sorte d'empêcher toute ratification par le parlement.

Maurice Thorez déclarait à la Conférence de la Fédération de la Seine de notre Parti que la tâche décisive de l'heure était la lutte pour la paix. Rassemblons-nous, unissons-nous. Nous sommes des millions à ne pas accepter la fatalité de la guerre, ainsi qu'il nous l'a enseigné. A nous de faire comprendre à nos gouvernants qu'il y a encore des hommes et des femmes qui sont décidés, envers et contre tout, à gagner la bataille de la Paix.

André Carrel.